

L'ALGERIE BAT DES RECORDS DE CORRUPTION ET DE MARASME SOCIO-ECONOMIQUE

*INTRIGUES ET RÈGLEMENTS DE COMPTES POUR SE
RENOYER LES RESPONSABILITÉS*

socialgerie le 20 janvier 2010

Les données du document rediffusé par El Khabar (lire ci-dessous) sont tristement impressionnantes. Elles ne peuvent pourtant pas étonner les couches sociales qui vivent dans leur quotidien les conséquences de l'incurie socio-économique des gouvernants. Leur jugement sur les responsabilités encourues par ces derniers est fait depuis longtemps. L'important est que le langage des chiffres incite au décryptage des mécanismes de la catastrophe. La sortie du tunnel n'est pas envisageable tant que les cercles dirigeants qui se disputent les rentes au plus haut niveau n'envisagent d'alternance qu'en se succédant les uns aux autres, en s'accusant mutuellement des dégâts ou en présentant ces derniers comme une fatalité. Le mal suprême réside dans la marginalisation organisée du partenaire le plus concerné : la société dans toutes ses composantes qui ont vocation d'exercer un contrôle démocratique sur les ressources du pays et leur mise en oeuvre. Il est vital de promouvoir et organiser ce droit de contrôle démocratique. A ce niveau se situe la vraie et difficile tâche de sauvegarde des intérêts du pays. Il est confirmé que les mouvements sociaux massifs, autonomes et responsables sont parmi les facteurs les plus capables de peser pour que la société soit enfin présente dans les domaines économique et politique comme le partenaire incontournable du redressement national.

Devant les différents scandales qui touchent certains secteurs financiers du secteur privé et la majorité du secteur financier public ;

le scandale des dépenses faramineuses du Programme National Agricole (PNDA) qui n'a pas encore dévoilé tous ses secrets ;

l'enveloppe de l'autoroute Est/Ouest, projet initialement estimé à 7 milliards de dollars pour passer officiellement à 12, et à plus de 15 milliards de dollars selon d'autres estimations ;

le récent scandale de Sonatrach (98% des recettes de devises au pays), qui pose, avec l'épuisement de cette ressource éphémère avant 2025/2030, une question de sécurité nationale et de l'urgence de la démocratisation de sa gestion ;

et d'une manière générale l'impact mitigé de la dépense publique entre 2004/2009 d'environ 200 milliards de dollars ;

El Khabar a jugé utile de republier dans sa version française du 19 janvier la contribution du docteur Abderrahmane MEBTOUL Economiste, Expert international, relative au dernier rapport Transparency International 17

novembre 2009, contribution initialement publiée le 18 novembre 2009, et largement reproduite au niveau international

« Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque personnel que sur celui de ses concitoyens »

John Maynard KEYNES

1.-Rapport de Transparency International 2009 :

l'Algérie rétrograde en 2009 de vingt places par rapport à 2000

Étendue de la corruption : Indice de perceptions de la corruption

L'organisation internationale **Transparency International** dans son indice de perceptions de la corruption (IPC) donne chaque année une estimation par pays assez fidèle de l'étendue du phénomène de la corruption.

Son rapport annuel 2009, paru le 17 novembre 2009, classe, ironie de l'histoire, l'Algérie et l'Egypte sur un même pied d'égalité comme les pays connaissant un haut degré de corruption avec un score déplorable de 2,8 sur 10, tous les deux se retrouvant à la 111ème place sur 180 pays.

L'on sait que les auteurs de l'IPC considèrent qu'une note inférieure à 3 signifie l'existence d'un « haut niveau de corruption au sein des institutions de l'Etat" et que des affaires saines à même d'induire un développement durable ne peuvent avoir lieu, cette corruption favorisant surtout les activités spéculatives.

Si pour l'Egypte, il n'y a pas de changement notable par rapport à 2008, (115 rang sur 180, elle gagne même 4 places, l'Algérie, elle, par rapport à 2008, chute de 3,2 à 2,8 sur 10 allant de la 92ème place en 2008 à la 111ème en 2009, elle perd ainsi 20 places, ce qui la ramène à l'année 2005 où elle avait obtenu une note de 2,8 sur 10 contre une note de 2,7 pour 2004.

Contrairement aux déclarations tendancieuses et contradictoires d'un expert à Alger de la banque mondiale qui affirmait récemment une transparence dans la gestion des grands projets, ce rapport, ainsi que les rapports officiels 2007/2009 de la banque mondiale concernant les infrastructures en ma possession, notent la même tendance d'une mauvaise gestion et de surcoûts.

Pour les autres pays du Maghreb, la Tunisie est le pays le plus transparent, classée 65 dans le monde bien qu'ayant perdu 3 places (62ème en 2008), 6 ème en Afrique et 7ème dans le monde arabe ; le Maroc 89ème position ; la Libye 130ème avec la Mauritanie.

Pour les pays arabes , il y a une nette amélioration puisque le Qatar arrive à la 22ème position, Bahrein 51ème position , la Jordanie 55ème position, l'Arabie Saoudite 63ème position le Koweït 66ème position, la Syrie faisant exception, en 126ème position.

Pour l'Afrique, Le Botswana 37 ème position, le Cap-Vert 45ème position Seychelles 54ème position, l'Afrique du Sud 55ème position et la Namibie 56ème position. _Les notes les plus élevés (pays les plus "transparentes") vont à la Nouvelle Zélande 1ère position avec une note de 9,4, suivie du Danemark 2ème position avec 9,3, de Singapour et la Suède 3ème position avec une note de 9,2. Les Etats Unis arrivent à 19ème place, la Grande Bretagne 17ème place et la France 24ème place. Parmi les moins transparents on trouve l'Irak 176ème, le Soudan 177ème, la Birmanie 178 ème, l'Afghanistan 179ème et la Somalie 180 ème place. Mais s'il y a des pays corrompus il y a forcément des pays plus corrompus que d'autres.

Les pays corrupteurs (indice de corruption)

Du côté des corrupteurs, l'organisation a évalué un « indice de corruption » dans les 22 principaux pays exportateurs, et auprès de 3 000 cadres dirigeants.

l'enquête montre que le versement de pots-de-vin à l'étranger demeure une pratique extrêmement répandue, en particulier dans les entreprises des puissances émergentes comme la Russie, l'Inde et la Chine.

« *Un certain nombre d'entreprises des grands pays exportateurs continuent de recourir à la corruption pour décrocher des marchés à l'étranger bien qu'ils aient conscience que cela porte atteinte à la réputation des entreprises* », selon une enquête réalisée pour 2008 par Transparency International.

D'après l'indice de corruption des pays exportateurs (ICPE) établi par cette ONG, la Russie est - avec une note de 5,9 sur 10 - le pays où les entreprises sont le plus susceptibles de verser des dessous-de-table à l'étranger, suivie de la Chine qui - avec une note de 6,5 - se place entre la Russie et le Mexique (6,6).

L'Inde, autre puissance émergente, est aussi dans le quatuor des pays exportateurs qui usent le plus de pots-de-vin pour s'assurer un marché, avec une note de 6,8.

Parmi ceux qui ont le moins recours à la corruption à l'étranger figurent en tête la Belgique et le Canada (8,8 tous les deux), les Pays-Bas et la Suisse (8,7). La France occupe le 9e rang (8,1), avec Singapour et les Etats-Unis.

2- Urgence d'une moralisation de la gestion de la Cité

Le grand sociologue Ibn Khaldoun a analysé parfaitement les cycles de décadence des sociétés, et parle par rapport à cette situation de société anomique durant le cycle descendant, et Aristote, lui, rappelait que les dirigeants de la Cité doivent avoir une moralité sans faille.

Dans ce cas, l'Algérie doit-elle continuer dans l'unique dépense monétaire sans se préoccuper des impacts à moyen et long terme ; alors que le développement du XXI^e siècle repose sur les deux caractères fondamentaux que sont la bonne gouvernance et la valorisation du savoir, les infrastructures n'étant qu'un moyen de favoriser l'entreprise, elle-même seule créatrice de richesses ?

Même si l'on doit prendre avec précaution certains rapports, le constat est amer : tous les rapports internationaux sans exception entre 2008/2009 classent l'Algérie à un niveau qui ne correspond pas à ses potentialités alors que certains organismes d'information nationaux se complaisent dans des déclarations et chiffres fantaisistes (l'Algérie aurait un des taux de croissance (plus de 10% et un taux de chômage moins de 10,5%, qui feraient pâlir les pays développés et émergents en crise), données qui ne font que discréditer l'image de l'Algérie au niveau international.

Doit-on ignorer ces rapports inquiétants où l'Algérie est rétrogradée dans la majorité des rapports internationaux ?

La valorisation du savoir

L'analyse du rapport de l'Université de Shanghai 2009 (**The Academic Ranking of World Universities**), qui donne le classement des 6000 meilleurs universités en compétition au niveau mondial (au delà c'est l'élimination puisque hors compétition), donne pour l'Algérie :

- **Universités classées :**
 - université de Sidi Bel Abbes à la 4 116e place
 - Université de Tlemcen, la 4 143e place
 - Université de Batna 5 548e place
- **hors classement (élimination de la sélection) :**
 - université de Constantine, 6766e place à travers le monde ;
 - université des sciences et de la technologie Houari- Boumediene à la 7008e place ;
 - université Abdelhamid- Ben Badis de Mostaganem 7205e ;
 - université d'Alger à la 7849e ;

N'est-il pas donc démagogique de créer une université par wilaya, et utopique, de vouloir faire revenir les émigrés lorsque qu'on dévalorise ceux qui sont restés sur place.

Et où sont donc les différents centres de recherche, les universités de Annaba, d'Oran Es Sénia , l'Ecole nationale d'administration, l'Ecole nationale polytechnique , l'Institut algérien du pétrole, qui ont pourtant formé une génération de brillants cadres et ingénieurs qui n'avaient rien à envier aux grandes écoles occidentales ?

Autres rapports : Le PNUD, le FMI...

Autre rapport négatif, l'**organisme international, le PNUD**, dans son rapport final du 04 octobre 2009 après les *tests de cohérence* , a rétrogradé l'Algérie de la 100ème place en 2008 à la 104ème place en 2009.

Celui du rapport du **FMI** du 02 octobre 2009 sur les *perspectives économiques mondiales* , est inquiétant pour l'Algérie lorsqu'il remet en cause les prévisions gouvernementales de création de trois millions d'emplois entre 2009/2013, ce qui nécessiterait un taux de croissance de 6/7% sur cinq années , alors que les taux de croissance prévus par le FMI seraient de 2,1% en 2009 et 3,7% en 2010 ;

et lorsqu'il met l'accent sur la non proportionnalité entre les dépenses publiques (200 milliards de dollars entre 2004/2009), tirées essentiellement des hydrocarbures, et les impacts économiques et sociaux : taux de croissance moyen 2004/2009 inférieur à 3%, alors que ces dépenses auraient dû occasionner une croissance supérieure à 7% ;

avec le paradoxe que le produit intérieur brut - PIB moyen - en 2008/2009, est presque l'équivalent des réserves de change (144 milliards de dollars) dues à des facteurs exogènes, et que le taux de croissance de 5/6% hors hydrocarbures souvent invoqué est lui même tiré à plus de 80% de l'irrigation de la rente des hydrocarbures, ce qui ne laisse aux véritables entreprises que moins de 20% de création de valeur véritable.

Cela démontre clairement un gaspillage croissant des ressources financières provenant des hydrocarbures épuisables à terme.

Un autre rapport , celui du **Doing Business 2009** où l'Algérie figure à la 15ème place sur les 19 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, juste avant la Syrie , l'Iran, l'Irak et Djibouti avec une nette détérioration du *climat des affaires* .

Egalement le dernier rapport du **Forum Euro-méditerranéen** des Instituts des Sciences économiques (**Femise**) sur le *partenariat euro-méditerranéen* dans son rapport du 02 novembre 2009, qui signale que l'Algérie qui a longtemps suivi un modèle de croissance à accumulation extensive, subit les effets du manque de diversification de sa structure productive qui aurait pu assurer une productivité plus élevée et diminuer les retombées de la crise sur l'économie réelle ; les exportations d'hydrocarbures représentant, la quasi-totalité des exportations totales ».

L' *indicateur de performance logistique (LPI)* de l'Algérie place le pays en 140ème place sur 150 pays, montrant, une déficience en matière de réduction de coûts et de barrières administratives et une mauvaise qualité fonctionnelle.

Cette analyse est confirmée par le rapport de la **banque mondiale** sur l'*évaluation des effets de la dépense publique en Algérie* , réalisée sous la direction de Theodore O. Ahlers (rapport n°36270 DZ 15 août 2007 2 volumes). Ce rapport remis aux autorités algériennes montre clairement, à partir d'enquêtes précises sur le terrain, la faible efficacité de la dépense publique du programme de soutien à la relance économique.

Si une personne est innocente jusqu'à preuve du contraire, se pose la question de l'indépendance réelle de la justice, (voir mon intervention à la télévision internationale France24 le 15 janvier 2010 concernant le cas de Sonatrach), c'est que face à cette situation de cette corruption qui s'est socialisée, facteur de démobilisation où les discours moralisateurs des responsables ne portent plus parce que disqualifiés, force est de constater que ce n'est pas une question de lois ou de commissions que contredisent quotidiennement les pratiques

sociales mais de la *mise en place de mécanismes de régulation transparents, avec des responsables ayant une moralité sans faille* (la majorité des cadres dans tous les secteurs sont honnêtes mais bon nombre sont marginalisés parce que ne gravitant pas dans les relations de clientèles) *et d'institutions crédibles qui doivent fonctionner normalement sans interférences politiques et administratives* .

Or, la bureaucratisation, résultat de la faiblesse et du manque de crédibilité de l'Etat de droit, et donc des institutions, envahit toutes les sphères économiques et sociales, produit d'ailleurs la sphère informelle, et la dévalorisation du savoir au profit des rentes spéculatives, ce qui constitue un frein aux investissements porteurs de croissance.

Doit on rester dans une autosatisfaction négative et suicidaire pour le pays, source de névrose collective ?

La mentalité bureaucratique des années 1970 de certains responsables, qui ne veulent pas cibler l'essentiel et se détournent des vrais problèmes, est de vouloir faire et refaire des lois.

Cette instabilité juridique perpétuelle montre la neutralisation des rapports de force des acteurs politiques, économiques et sociaux (couple contradictoire réformateurs minoritaires /rentiers dominants) et donc le manque de cohérence et de visibilité, alors qu'il s'agit de s'attaquer au fonctionnement de la société par la mise en place de mécanismes de régulation transparents en ce monde impitoyable de la mondialisation irréversible, où toute Nation qui n'avance pas recule.

Docteur Abderrahmane MEBTOUL

Expert International Professeur d'Université en management stratégique

Voir en ligne : <http://www.elkhabar.com/quotidienFr...>